



**ORGANISATION DES TRAVAILLEURS D'AFRIQUE DE L'OUEST  
(OTAO)**

# **Cartographie De l'Engagement d'OTAO Avec La CEDEAO**

**Par Adagbo ONOJA**





**ORGANISATION DES TRAVAILLEURS D'AFRIQUE DE L'OUEST  
(OTAO)**

# **Cartographie De l'Engagement d'OTAO Avec La CEDEAO**

*Publié avec le Soutien de*



**Par Adagbo ONOJA**

# PRÉFACE

Lors de la renaissance d'OTAO en octobre 2015, en plus de donner la priorité à l'élaboration d'un Plan stratégique pour l'organisation, la question de l'engagement avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) était la prochaine priorité clé de l'Organisation ressuscitée.

Trois ans après le regretté Président Sekou Touré, de Guinée-Conakry, a inauguré OTAO en 1983, le Général Ibrahim Babangida alors Président militaire du Nigéria, en tant que Président du Conseil des Chefs d'État de la CEDEAO, a signé le document en juin 1986, qui proclamait OTAO une création de CEDEAO, pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière dans le processus d'intégration de la CEDEAO. Avec cette déclaration, OTAO s'est vu accorder le Statut consultatif de Catégorie A dans toutes les structures et agences de la CEDEAO.

Cependant, après presque une décennie de nature sauvage causée, entre autres, par la guerre civile en Côte d'Ivoire, qui accueillait à l'époque le siège de l'OTAO à Abidjan, la capitale, l'Organisation a connu un grave déclin.

La conférence de 2015 a relancé l'Organisation et déplacé le siège à Abuja, pour être proche du siège de la CEDEAO, également basé dans la capitale nigériane. Nous avons organisé des activités pour tracer une voie à suivre pour réintégrer les activités de la CEDEAO.

Cette étude, que nous avons confiée à Adagbo Onoja, Maître de Conférences de l'Université Veritas d'Abuja, est dans la poursuite de notre quête pour obtenir les bonnes questions sur lesquelles ancrer notre engagement avec la CEDEAO et ses agences.

M. Adagbo Onoja, Doctorant à l'Université d'Ibadan, a d'abord suivi une formation de journaliste à l'Université Bayero de Kano, puis comme Politologue de la même Université. Titulaire de Diplômes de troisième cycle de l'Université de Warwick et de l'University College London, respectivement, il avait travaillé avec Alhaji Sule Lamido, en tant qu'Assistant principal, lorsqu'il était Ministre des Affaires étrangères du Nigéria, et pendant six de ses huit années en tant que Gouverneur de l'État de Jigawa.

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien que nous avons obtenu de la Fondation Friedrich Ebert, dont le Représentant du pays, M. Ulrich Thum, a fait preuve de beaucoup de compréhension lorsque nous l'avons approché sur la nécessité de mener cette étude.

**John Ejoha Odah**  
Secrétaire exécutif

Juillet 2020

# INTRODUCTION

## L'idée de la Cartographie

Cet exercice de cartographie vise à identifier les problèmes, thèmes et programmes susceptibles de faire l'objet d'une conversation de réflexion entre l'Organisation des Travailleurs de l'Afrique de l'Ouest (OTAO) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ceci dans le but de renforcer et de faire avancer les principes fondamentaux sous-jacents de la CEDEAO.

Alors que la CEDEAO sert d'organe intergouvernemental supervisant ce qui devrait être l'approche collective et stratégique des dirigeants gouvernementaux ouest-africains, OTAO sert d'organe représentatif de millions de travailleurs du mouvement syndical qui sont également des membres du gouvernement. Compte tenu de cette situation, il semblerait tout à fait approprié que la CEDEAO et OTAO travaillent ensemble en tandem et sur des objectifs communs.

Dans ce contexte, la priorisation de l'engagement de cartographie entre la CEDEAO et OTAO devient très urgente. Non seulement les créations de la CEDEAO et d'OTAO sont-elles également des autorités. Il peut bien sûr y avoir des différences, mais s'il existe un cadre politique convenu, cela pourrait considérablement améliorer une approche coopérative et constructive de la résolution des problèmes.

L'exercice de cartographie proposé présente donc un intérêt mutuel évident. Il fournira à toutes les parties une base claire sur laquelle planifier pour répondre aux besoins de notre peuple. Il indiquera où les politiques doivent être mises à jour, affinées et, si nécessaire, reconfigurées, pour répondre à la fois aux réalités quotidiennes et aux modèles changeants de développement économique et social. Dans un monde où la polarisation des intérêts réduit considérablement les opportunités de développement inclusif, avec toutes les conséquences que cela implique, ce qui est proposé ici est une première étape vers la garantie que toutes les parties peuvent s'engager et être rassuré qu'il

existe une compréhension commune de les défis et les opportunités auxquels nous sommes confrontés.

Un examen approfondi du bureau a été utilisé pour mener à bien l'exercice de cartographie. Des documents tels que le Traité de Lagos, par exemple, et les amendements ou ajouts ultérieurs à celui-ci comme lors de la création d'OTAO en 1986; la révision de 1993 du traité initial; la Vision 2020 de la CEDEAO qui a été approuvée en 2007; la création du Forum tripartite en 2010; FMM Afrique de l'Ouest: Soutien à la libre circulation des personnes et des migrations en Afrique de l'Ouest et l'Acte complémentaire relatif à la Convention générale sur la sécurité sociale des États membres de la CEDEAO en 2013. Ceci est en plus de nombreux autres documents de la CEDEAO et comprendra des ajouts pertinents de livres, d'articles de revues et d'autres sources telles que Hamalai et Obadan, (2015).

Le document commence dans la première section par un rappel de ce dont nous parlons lorsque nous faisons référence à la CEDEAO et à OTAO. Dans le deuxième segment, nous adoptons une vue d'ensemble des principaux problèmes de la CEDEAO et des cadres politiques associés. La section trois passe à OTAO dans le cadre d'un mouvement mondial, mais aussi en tant qu'organisation régionale clé de la société civile. La section quatre détaille les questions clés pour la poursuite de la conversation entre la CEDEAO et OTAO tandis que la section cinq conclut la synthèse.

## **Esquisse de la CEDEAO et d'OTAO**

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) continue de souffrir d'un certain degré de fausse représentation / incompréhension de la part de ceux qui s'y réfèrent. La CEDEAO est souvent simplement représentée comme la somme des statistiques qui l'entourent - l'année de sa création, le nombre de pays par lesquels elle a été constituée, la population de la sous-région et, parfois, comment bien ou autrement des fonctions particulières sont exercées, par exemple le Groupe de surveillance de la Communauté

Économique des États de l'Afrique de l'Ouest - ECOMOG. La CEDEAO est rarement représentée comme une source de réflexion créative et de mise en œuvre réussie.

Il est clair que si la CEDEAO devait être vue sous cet angle, elle serait beaucoup plus efficace sur la scène mondiale, et surtout si elle poursuivait indéniablement des politiques qui avaient le soutien écrasant des peuples de l'Afrique de l'Ouest.

Cette brève histoire de la CEDEAO ne portera pas sur les données la concernant. Cela va aller au-delà de la création de la CEDEAO en 1975 à Lagos, qui comptait 16 pays membres qui sont devenus 15 après le retrait de la Mauritanie, ces pays étant la République du Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, La Gambie et Togo et sa force démographique de 391 millions (projections 2019).

Aussi incontestés que ces faits soient en eux-mêmes, ils ne sont pas aussi importants que l'agence collective des dirigeants politiques et de la société civile de ces pays et des intellectuels et de ceux qui ont une connaissance tacite inestimable, soit en tant que praticiens de l'état, soit en tant que producteurs des moyens de survie.

Pour un continent qui a été géré historiquement et chroniquement afin de maximiser les bénéfices des intérêts acquis en dehors du continent, la CEDEAO mérite particulièrement un examen plus approfondi. La CEDEAO a été créée à une époque où le régionalisme et la coopération transfrontalière étaient encore très sous-développés. En outre, la CEDEAO a été créée à une époque où la région n'avait rien à mobiliser autre que les matières premières et il faut noter une capacité incroyable pour l'accueil d'un large éventail d'identités au sein des communautés et entre elles. Bien qu'une version francophone de la CEDEAO l'ait précédée, cela n'a pas empêché la CEDEAO de devenir une composante puissante de l'agence africaine, des verrues et tout.

À sa 44<sup>e</sup> année d'existence en 2019, la CEDEAO a continué d'acquérir un ensemble d'institutions, souvent calquées sur celles de l'Union



européenne, qui dictent le rythme du régionalisme international. La CEDEAO a particulièrement attiré l'attention sur elle-même dans la gestion des conflits en créant une force de maintien de la paix qui reste une initiative en grande partie unique, formée vers la fin de la guerre froide, et lorsque la «ruée vers l'Afrique» a été bloquée par les luttes de libération nationale.

Ce que cela signifie, c'est que les nombreuses opérations de maintien de la paix et de soutien de la paix qui ont supervisé une grande partie des conflits de l'après-guerre froide dans le monde ont beaucoup à apprendre de l'ECOMOG, un bras légitime des gouvernements Ouest-africains, agissant dans l'intérêt du peuple Ouest-africain dans son ensemble.

La formation de la CEDEAO contenait également une puissante «dynamique interne» en cours et c'était l'importance de construire un consensus démocratique, tant entre les États membres de la CEDEAO qu'au sein de ceux-ci. L'impact de la CEDEAO sur les divers processus de démocratisation qui ont eu lieu ne peut pas être sous-estimé, y compris la nécessité d'aller au-delà du canon d'une arme à feu jusqu'à l'urne. Dans le contexte actuel, cela risque de se révéler plus pertinent que jamais et doit être encore plus enraciné si l'on veut éviter les catastrophes de guerre.

OTAO n'est pas moins un produit de cette agglomération d'expériences. OTAO n'est pas seulement un autre membre de la société civile mondiale émergente. Il a également sa propre voie de développement unique en tant qu'acteur non étatique à travers des périodes de bouleversements sociaux et politiques extraordinaires. Il convient simplement de rappeler que les syndicats ont été au mieux de leurs capacités lorsqu'ils sont en mesure d'unir les travailleurs, quelles que soient leurs identités culturelles, religieuses ou autres. En 1986, il était devenu évident que cette caractéristique unificatrice des syndicats pouvait être une condition essentielle à l'intégration de la sous-région bien avant la fin de la guerre froide. Encore une fois, le fait que cela se soit produit en Afrique, pas en Europe ou en Amérique du Nord, le rend d'autant plus prémonitoire.

La route parcourue pour la CEDEAO et OTAO n'a pas été pavée d'or. La CEDEAO a dû faire face à l'impact persistant de la pauvreté et d'une crise économique profonde. Il a également dû traverser la tempête des conflits internes et de la guerre civile. Il avait connu les frustrations de la domination militaire et le déni des mandats démocratiques. Il a également ressenti la négativité de la corruption chronique et la poursuite de l'asservissement économique. La CEDEAO a contenu dans ses rangs des individus clairvoyants qui ont essayé et parfois réussi à développer des stratégies de survie. Il a vu les stratégies de développement les plus articulées et apparemment les plus sensées rejetées par ceux qui sont motivés par leur propre accumulation personnelle. La CEDEAO a également vu l'importance de ne pas laisser les objectifs à plus long terme être perdus malgré toutes sortes de distractions et de crises possibles. En d'autres termes, la CEDEAO a mûri et acquis une expérience formidable au cours de ses plus de quatre décennies d'existence.

Il en va de même de plusieurs façons pour OTAO. L'organisation a réussi à se repositionner et à développer une perspective qui a continué de renforcer son efficacité malgré les ressources limitées, les conflits politiques en général et l'impact de l'austérité. OTAO est maintenant considérée dans le mouvement syndical mondial comme une réussite à reproduire ailleurs. Il s'est bâti une réputation de leadership sage, uni et mesuré, de transparence et de responsabilité, de grands progrès vers l'inclusion, et peut-être plus important encore, pour sa concentration sur les besoins des travailleurs et des pauvres.

Il s'agit cependant de reconnaître que la CEDEAO et OTAO, ayant tiré les leçons de ces expériences, possèdent et partagent un héritage crucial qui peut servir de ressource vitale à l'avenir.

## **Cartographie des Priorités de la CEDEAO et d'OTAO**

Étant donné la centralité de la nécessité de répondre aux besoins de la grande majorité des peuples de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier de ceux qui sont confrontés à la pauvreté et aux inégalités, il est urgent de

réexaminer les politiques de la CEDEAO qui touchent aux intérêts des travailleurs. et les pauvres.

Bien que l'on puisse raisonnablement affirmer que toutes les politiques de la CEDEAO auront à certains égards un impact sur le sort des travailleurs et des pauvres, il est important de reconnaître qu'il existe une gamme d'initiatives politiques qui ont un impact direct sur eux. Il sera également important de souligner que la règle démocratique est plus efficace lorsqu'elle est inclusive et lorsque les conséquences de la mise en œuvre des politiques sont pleinement appréciées et connues. Qu'il y aura de temps en temps des zones de désaccord et de conflit, même si elles sont contenues dans certaines lignes directrices, mais que les organisations et les partenaires mûrs comprennent qu'il n'y a rien à craindre d'un débat vigoureux, et tout à gagner d'une écoute attentive les uns des autres, et fournir le temps et l'espace nécessaires à ces interactions.

Compte tenu du contenu et de la forme du marché du travail dans la Région, et de l'augmentation par exemple des travailleurs dans ce qu'on appelle le secteur informel (qui est de plus en plus identifié comme secteur de survie"), les défis auxquels sont confrontés les petits agriculteurs et les agriculteurs de subsistance, et la croissance armée de jeunes au chômage a fait que le mouvement syndical a dû se redéfinir, et ses relations avec les secteurs de la société civile qui jouent un rôle dans l'économie moderne. Cela a non seulement contribué à rendre le mouvement syndical plus réactif et représentatif d'une définition beaucoup plus large des travailleurs, mais a également renforcé l'organisation collective et démocratique de ceux qui étaient autrefois considérés comme à la dérive en marge de l'économie. Il s'agit d'une évolution cruciale. L'idée que les syndicats ne représentent et ne desservent que les travailleurs industriels ou employés par l'État n'est plus valable. Les syndicats de la région de l'Afrique de l'Ouest ont été à l'avant-garde de la modification de leurs propres formes organisationnelles afin de fournir une représentation aux travailleurs qui ne sont pas situés dans des secteurs traditionnels, ce qui à son tour a donné une impulsion pour garantir que tous les travailleurs, peu importe où ils travaillent, sont habilités par l'appartenance à un syndicat.

L'approche adoptée ici consiste à énumérer les domaines politiques considérés comme clés, à évaluer la phase actuelle de leur mise en œuvre et les implications du point de vue des travailleurs, en particulier en ce qui concerne les lieux de rencontre entre la CEDEAO et OTAO.

Certaines des politiques identifiées à cet effet figurent dans des documents clés tels que le traité de Lagos; sa révision en 1993; la Vision 2020 de la CEDEAO; le Forum tripartite de dialogue social 2010; FMM Afrique de l'Ouest: Protocole sur la libre circulation des personnes et des migrations en Afrique de l'Ouest et l'Acte complémentaire relatif à la Convention générale sur la sécurité sociale des États membres de la CEDEAO en 2013. À cette liste s'ajoutent les livres, articles de revues et matières premières similaires envisagés pertinentes pour l'examen.

- Après des recherches initiales et la distillation de documents clés, le premier point clé de l'ordre du jour observable doit être la politique d'un marché commun ou d'une union douanière pour conduire toutes les autres initiatives de la CEDEAO. À cet égard, le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETLS) et la politique Tarif extérieur commun (TEC) qui y est associée ont un caractère primordial. Après des recherches initiales et la distillation de documents clés, le premier point clé de l'ordre du jour observable doit être la politique d'un marché commun ou d'une union douanière pour conduire toutes les autres initiatives de la CEDEAO. À cet égard, le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETLS) et la politique du Tarif extérieur commun (TEC) qui y est associée ont un caractère primordial. Le TEC qui opérationnalise l'ETLS est déjà en place et sert de base de facto à une union douanière. Bien que le TEC lui-même ne soit entré en vigueur qu'en 2015, il représente depuis longtemps le conscient, essence déclarée et non déclarée de la CEDEAO et décrite comme "l'union économique en Afrique de l'Ouest" dans le traité révisé de 1993, et en particulier dans le cadre d'un remède contre la pauvreté par "la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, en particulier dans le domaine de l'industrie, des transports et des communications, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources naturelles, du commerce...".

- Cela est également souligné dans le traité de Lagos. En d'autres termes, l'entrée en vigueur en 2015 du TEC a représenté une tentative la plus récente de faire de la CEDEAO une union douanière effective, ce qui signifie que toutes les catégories de biens et services sont finalement exemptes d'obstacles tarifaires dans le commerce intercommunautaire. Contrairement à la manière dont les produits agricoles étaient couverts dans la phase initiale à la fin des années 1970. Cette progression valide une revendication du statut d'union douanière pour la CEDEAO malgré quelques pratiques statistiques résiduelles contraires aux frontières mêmes. Il subsiste cependant de graves préoccupations, notamment l'attitude discriminatoire ou non conforme de certains États membres à l'égard de la lettre et / ou de l'esprit du protocole.
- La politique de libre circulation des personnes suit de près la politique de recherche d'une union douanière. Cela pourrait être considéré comme l'élément le plus controversé ou le plus difficile des objectifs stratégiques de la CEDEAO. La complexité de l'action humaine vis-à-vis de l'objectif de libre circulation des personnes est devenue encore plus compliquée avec les problèmes de sécurité mondiale, aggravés par la montée du sentiment xénophobe à la fois informel et institutionnel dans de nombreux pays et la polarisation qui en résulte. Ceci est sans aucun doute aggravé par les interprétations populistes des schémas de migration.

Malgré cela, il est remarquable que les principes de la libre circulation des personnes soient restés fondamentalement intacts tels que définis dans le Protocole de la CEDEAO de 1979 sur la libre circulation des personnes et des marchandises jusqu'à ce qu'il soit élaboré plus avant dans l'Approche commune de la CEDEAO pour la migration de 2008, et la politique de la CEDEAO en matière de travail et d'emploi adoptée l'année suivante et affinée dans la Convention générale de 2013 de la CEDEAO sur la sécurité sociale. Aujourd'hui, les citoyens de la CEDEAO n'ont pas besoin de visa pour entrer dans un autre pays de la CEDEAO. Ce qui existe, c'est plutôt un passeport de la CEDEAO et des documents de voyage similaires qui sont acceptables dans toute la région. De même, la

résidence en tant que barrage routier a été supprimée en ce sens qu'il existe des processus et des phases clairs permettant aux citoyens de la CEDEAO de se prévaloir de l'installation pour vivre ailleurs dans la région. Bien sûr, dans certains pays de la région, il reste des processus de documentation lourds; multiples rencontres frontalières et corruption.

Il y a aussi ceux qui, reflétant ce qui se passe dans l'hémisphère Nord, sont prêts à utiliser le bouc émissaire des "étrangers" afin de détourner l'attention d'une mauvaise gouvernance ou de susciter un soutien politique conflictuel sur une base populiste. Raison de plus pour la CEDEAO et le mouvement syndical et la société civile en général de se charger d'expliquer les avantages de l'ouverture des frontières et de l'approche commune des migrations, et, ce faisant, d'exposer un sentiment négatif qui milite contre les principes qui le sous-tendent et de populariser la nécessité de l'unité et de la coopération dans la région.

- Le Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (EMCP), qui opérationnalise le plan financier / monétaire d'une union douanière, représente le troisième cadre politique général de la CEDEAO. Visé à réaliser la convergence du saut macroéconomique - hors points de passage pour les Etats membres, il s'agit d'une condition vitale pour une union douanière. Cela a déjà une longue histoire, étant entré en vigueur en 1992. Devant atteindre son apogée avec une monnaie unique, il a progressé avec la création de l'Union monétaire Ouest-africaine depuis 2000. Étant donné le type de variables impliquées dans ce processus, telles que la gestion des taux de change, le rôle de surveillance de la banque centrale et les sentiments liés aux monnaies nationales, il n'est pas surprenant qu'elle soit confrontée à des défis pratiques égaux à la libre circulation des personnes. De nombreux reports ne semblent pas avoir freiné la volonté politique d'un tel développement, et il ne serait pas surprenant qu'il y ait davantage de reports au-delà de 2020, la date cible actuelle.
- La gestion de deux initiatives cruciales, la Politique agricole commune (PAC) et l'engagement en faveur du développement des

infrastructures, réunis sous un même titre, ont du sens en ce qui concerne le développement. Si nous prenons le cas de la politique agricole commune, nous constatons une reconnaissance de la manière dont l'agriculture stratégique est considérée dans le projet d'intégration. Mais nous constatons également à quel point il est malmené par une faible productivité en raison des contraintes imposées par des facteurs naturels tels que la quantité de précipitations. En outre, il y a peu de ce qui est considéré comme les trois facteurs de l'augmentation de la production: semences sélectionnées, engrais et machines agricoles (Commission de la CEDEAO, 2008: 3).

Il y a une abondance de ressources agricoles et si elles sont correctement soutenues, ce sera une reconnaissance de ce que cela signifierait pour la sécurité alimentaire, la création d'emplois et les recettes en devises pour la région. Il est instructif que "l'alimentation et l'agriculture" soit l'une des commissions techniques spécialisées de la CEDEAO. L'ECOWAP pourrait ainsi être considéré comme une tentative de répondre au paradoxe de l'abondance à travers le cadre 2005 et les six domaines prioritaires avec lesquels il est identifié, à savoir: une meilleure gestion de l'eau; une meilleure gestion des autres ressources naturelles; développement agricole durable au niveau des exploitations agricoles: développement des chaînes d'approvisionnement agricole et promotion du marché: prévention et gestion des crises alimentaires et autres catastrophes naturelles et renforcement des institutions, (Commission de la CEDEAO, 2008: 10).

L'ECOWAP résume les efforts organisationnels dans des domaines spécifiques tels que l'agriculture et les infrastructures où une intervention systématique, y compris dans des domaines tels que les télécommunications, les transports, les mines et l'énergie. Les transports, les mines et l'énergie sont des domaines sans lesquels l'idée d'une union douanière est impraticable et impensable. Les perspectives d'une autoroute transafricaine reliant le Nigéria à la Mauritanie et au Sénégal au Tchad ainsi que le gazoduc ouest-

africain réunissant la République du Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Togo sont tous considérés comme essentiels.

- La paix et la sécurité, en tant que domaine central, répondent aux exigences de la loi et de l'ordre pour l'intégration dans une communauté économique qui a connu plus que sa part de conflits violents, de paralysie et d'implosion de l'État. La capacité de gestion des crises au sein de la CEDEAO a été renforcée et comprend des mécanismes de maîtrise et de réduction de la violence à travers l'ECOMOG. Il faut noter un mécanisme d'alerte précoce de plus en plus sophistiqué, impliquant le déploiement de pressions diplomatiques et d'autres mouvements en coulisse, vers une médiation pacifique. L'expérience de la CEDEAO est devenue une étude de cas en matière de rétablissement et de maintien de la paix. Comme Jaye et Amadi (2012: 4) l'ont fait valoir, l'ECOMOG a soulevé des questions de légitimité et de légalité principalement parce que ce n'était pas une intervention autorisée par l'ONU qui tend à animer la sécurité internationale. Comme l'a souligné Olonishakin, la CEDEAO a été une histoire en partie des "premières" continentales dans le domaine du maintien de la paix régional, "la première du continent à entreprendre une grande mission de maintien de la paix (à commencer par le déploiement de l'ECOMOG au Libéria en 1990), précédant d'autres organisations régionales en termes de développement d'un "mécanisme de gestion de la sécurité viable" face à une urgence complexe dans le monde de l'après-guerre froide (2012: 13). En outre, il est important de noter qu'avant l'interventionnisme de l'ECOMOG, la CEDEAO avait adopté deux protocoles spécifiques sur la sécurité, à savoir le Protocole de 1978 sur la non-agression et le Protocole de 1981 sur l'entraide judiciaire en matière de défense. Affligés car ces deux protocoles sont soumis à des pressions internes et externes, ils indiquent néanmoins une conscience organisationnelle de la nécessité d'une dimension sécuritaire pour une intégration efficace. La question de la sécurité au milieu de réelles préoccupations concernant la traite des personnes, le commerce informel d'armes, en particulier mais pas exclusivement, des armes légères et de petit calibre dans la région, comme l'ont



souligné Jaye et Amadi, devrait figurer parmi les préoccupations traitées par tous les partenaires sociaux. , et non confiné aux salles de réunion secrètes d'une élite de la sécurité. La sécurité affecte tous nos employés et pour des mécanismes efficaces, nous soutiendrions que cela aussi devrait être abordé collectivement et devrait inclure une réévaluation du type d'ECOMOG le mieux adapté à cet effet. Veiller à ce que les interventions militaires, le cas échéant, soient enracinées dans un cadre politique convenu, y compris ce qui se passe après un conflit, est une considération cruciale.

- Ce travail se résume à concilier démocratie et bonne gouvernance avec les efforts de paix et de sécurité de la CEDEAO. À cet égard, nous prenons note du rappel de Jaye et Amadi (2012: 5) de la manière dont 10 pays Ouest-africains ont organisé des élections sur la base d'un modèle démocratique multipartite en 2007 seulement. L'importance est que moins de la moitié de ce nombre a organisé des élections avant cette époque. L'engagement de la CEDEAO dans le programme d'élections libres, justes et crédibles est un engagement crucial articulé dans la Vision 2020 de la CEDEAO, intitulée: "Vers une communauté démocratique et prospère". L'énoncé de vision ci-joint déclare ce qui suit: Créer une région sans frontières, paisible, prospère et cohérente, fondée sur la bonne gouvernance et où les gens ont la capacité d'accéder à ses énormes ressources et de les exploiter grâce à la création d'opportunités de développement durable et de préservation de l'environnement". La Vision 2020 de la CEDEAO et le "Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance" pourraient enrichir de manière significative les pratiques actuelles contre l'usurpation du pouvoir et aider à lutter contre les violations des droits de l'homme. Parmi eux figurent de nombreuses déclarations en faveur d'une garantie de droits imprescriptibles, de la liberté des médias, de l'impunité des gouvernements et de la garantie d'élections régulières. À ce jour, la CEDEAO classe au-dessus de ses pairs pour sa garantie d'accès à son intervention judiciaire sans avoir à épuiser les ouvertures dans les procédures judiciaires nationales. Il y a donc cohérence et continuité.

Nous pensons que toutes ces questions ci-dessus pourraient être considérablement améliorées si elles étaient ancrées dans la conscience populaire par l'effort collectif de tous les partenaires sociaux de la sous-région.

## **Sur Quoi OTAO Pourrait-elle S'engager?**

La question ici est de savoir quelles sont les politiques ou les domaines clés sur lesquels OTAO pourrait avoir besoin d'engager la plus grande CEDEAO à la lumière de l'examen ci-dessus et à ce stade? Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des questions dérivées des cadres politiques existants et éclairées par le contexte actuel. Ils sont posés comme des questions clés pouvant former les enjeux d'un processus d'engagement.

## **L'impératif d'une Réévaluation de l'Union Douanière**

Dans quelle mesure le récit de la CEDEAO comme quelque chose au sujet de la réalisation d'une union douanière après quoi tout le reste serait ajouté, est-il toujours utile sans lier explicitement l'union douanière à un paradigme de saut en avant?

Quelle est la garantie que cet accent mis sur une union douanière en soi puisse produire le résultat recherché de l'éradication de la pauvreté sans que l'Afrique de l'Ouest devienne une région manufacturière, par exemple?

Une réévaluation du paradigme n'est-elle pas importante à ce stade afin de centraliser la négociation d'un agenda plus spécifique tel qu'un saut industriel dans les relations de l'Afrique de l'Ouest avec d'autres blocs commerciaux ou géopolitiques tels que l'UE et la Chine?

Comment l'agriculture et les communautés agricoles pourraient-elles devenir les moteurs du projet de la CEDEAO par opposition à la

situation actuelle où c'est la CEDEAO qui est le moteur de l'agriculture dans la région?

## **Faire Progresser la Citoyenneté Commune De La CEDEAO**

La CEDEAO peut-elle créer un cadre pour traduire l'idée de citoyenneté supranationale dans la réalité des relations communautaires? Autrement dit, comment la CEDEAO libère-t-elle la documentation de la citoyenneté de la segmentation nationale, culturelle et linguistique imposée aux Africains de l'Ouest par la dynamique coloniale que les documents existants incarnent et privilégient encore?

Il s'agit également de savoir comment le protocole actuel pourrait être recadré pour répondre à la question de la détermination du statut de citoyenneté des enfants des familles de libre circulation dans de nouveaux espaces culturels ou entre un déménageur libre et une femme / un mari autochtone.

Comment la CEDEAO pourrait-elle approfondir les relations communautaires et / ou agricoles vers la fusion culturelle de la classe ouvrière, une fusion considérée comme une condition préalable essentielle pour créer ou transformer l'économie informelle des commerçants individuels, des aventuriers économiques et des petits marchands vendant des produits très primaires tels que le poisson, les légumes, l'huile, les produits alimentaires tels que les céréales, le riz, les haricots, les tubercules et le textile dans une économie industrielle?

Comment le poids du secteur informel se manifesterait-il lorsque la citoyenneté commune sera fermement établie, et que signifierait-il pour le commerce transfrontalier de l'activité économique informelle et plus formelle? Comment garantir que l'offre sociale (notamment en termes d'éducation et de soins de santé) ne provoque pas de distorsions dans les schémas de migration?

## **Consolider les Avantages Agricoles Grâce À Une ECOWAP révisée**

Comment le caractère agraire de l'Afrique de l'Ouest pourrait-il former la base d'une transformation agraire rapide?

Comment la CEDEAO pourrait-elle exploiter l'immense domaine de l'industrie du coton / textile de base auquel est l'agriculteur agricole, qu'il s'agisse des salariés et des indépendants?

Y a-t-il des liens à ce niveau qui peuvent créer une chaîne agraire sur laquelle la transformation peut s'appuyer?

La CEDEAO peut-elle protéger cette perspective contre la concurrence dans laquelle l'industrie cotonnière Ouest-africaine, comme l'industrie alimentaire, est désavantagée financièrement, en termes d'expertise et de technologie?

Quelle pourrait être la réponse de la CEDEAO à la question de la domination de l'économie agraire en Afrique de l'Ouest? Quel devrait être le pourcentage de part de marché? Qu'est-ce que la CEDEAO pourrait considérer comme non importable ou autrement à ce stade?

La libéralisation du commerce, oui mais quel type de commerce? Que signifie l'avantage comparatif pour les produits agricoles de l'Afrique de l'Ouest dans ses relations UE-CEDEAO?

Quel devrait être le rôle de valeur équivalente des produits agricoles dans les interactions commerciales Chine-CEDEAO?

S'il est vrai que les résultats ultimes du projet de la CEDEAO - les West African Highways et le West African Gas Project sont tous, pour l'essentiel, des produits de l'investissement privé, l'approche du secteur privé peut-elle fonctionner dans le cas d'une industrialisation agraire rapide?

## **Sécurité, Paix et Progrès dans la CEDEAO**

Quelles sont les menaces actuelles et futures pour une CEDEAO unie, démocratique et réactive, et comment la CEDEAO peut-elle garantir que les réponses proactives ont des mandats clairs?

Quelles sont les forces et les faiblesses de l'expérience ECOMOG à ce jour, et quelles leçons peuvent éclairer la future stratégie?

De quelles manières les considérations de sécurité intérieure et extérieure peuvent-elles être gérées de manière à autonomiser les gens et à renforcer la démocratie et la responsabilité aux niveaux national et régional?

Quelles autres agences peuvent aider à renforcer les capacités dans ce domaine, qui ne s'appuie pas sur l'autodétermination nationale et régionale et qui préserve les droits de tous les citoyens et en particulier des minorités?

À l'ère numérique, comment les technologies de l'information peuvent-elles être utilisées pour renforcer des actions responsables et pacifiques, et aussi garantir que la participation populaire est une réalité sans crainte ni faveur?

Par quelle stratégie la CEDEAO pourrait-elle saper l'impact négatif - contrebande par accumulation et trafic de drogues, d'armes, de devises et d'êtres humains (esclavage sexuel) - sur la sécurité régionale?

## **L'Impératif de la Correction Biométrique des Élections**

L'engagement en faveur de la démocratie est à côté du rétablissement de la paix en termes de progrès notables de la CEDEAO. Mais même si rassurante que le nombre de pays de la CEDEAO qui organisent des élections régulières de nos jours, la question de la qualité technique et de la crédibilité de la plupart des élections ou de leur issue reste problématique. L'impératif de protéger les travailleurs qui constituent

la majorité de la population votante des résultats des élections mal conduites en fait un problème important pour l'interface OTAO-CEDEAO.

Y a-t-il une réponse à la numérisation des processus d'élections nationales à travers la communauté? C'est-à-dire répondre à rendre le truquage impossible par une décision du plus haut niveau de l'autorité au sein de la CEDEAO que toutes les élections nationales soient numérisées. Une solution technologique à la fraude électorale peut impliquer financièrement mais toujours moins cher que le coût en vies humaines, les biens, les perturbations psychiques que les plis liés aux élections imposent à tous les pays d'Afrique de l'Ouest qui l'ont vécu ou sur le point de le faire ou sous un régime de troisième mandat ou règle personnelle prolongée. Il y aurait quelque chose à célébrer si cela était réalisé, car cela ajoute au fait que les citoyens de la CEDEAO ne sont pas embourbés à devoir épuiser les recours disponibles au niveau national avant d'accéder aux installations judiciaires de la CEDEAO. Il est temps de mettre fin aux conflits et à l'effondrement de l'État en raison de la légitimité contestée des élections dans la communauté.

## **Conclusion: La Relation OTAO et CEDEAO**

Cette revue a réalisé une cartographie de l'engagement entre OTAO et la CEDEAO en termes de six grandes sphères. Les six domaines proposés pour l'engagement témoignent collectivement de la conviction que la CEDEAO risque de devenir un cas de rassemblement pour partager la pauvreté plutôt que la richesse. Comme l'histoire a montré que le partage de la pauvreté déclenche presque toujours une crise plus grave que la pauvreté elle-même, une conversation entre des acteurs importants tels que OTAO et la CEDEAO sur la façon de faire avorter ces risques est considérée comme cruciale. L'Afrique de l'Ouest a connu trop de violence au Libéria, en Sierra Leone, au Mali, en Guinée et elle est témoin de la montée du terrorisme, de milices diverses, de massacres à grande échelle, de banditisme rural et d'enlèvements.

OTAO n'a pas ou ne prétend pas avoir toutes les réponses. Ce qu'il

possède, c'est une histoire extrêmement riche et peut-être plus que toute autre organisation de masse, une capacité éprouvée à représenter les intérêts d'une grande partie de la population, indépendamment de l'origine ethnique, des considérations religieuses ou culturelles, ou même de la nationalité. Ceci est un point critique. En partenariat avec le gouvernement, il pourrait avoir la capacité de changer la nature de la région ouest-africaine et au-delà. Bien entendu, son mandat principal est de protéger et de faire valoir les intérêts des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés, mais son histoire même montre qu'il s'agit d'une force écrasante pour un changement positif.

Nous pensons qu'il est sage pour la CEDEAO de reconnaître la profondeur que le mouvement syndical peut apporter à la table ainsi que l'expérience d'OTAO en tant que ressource vitale. Le projet qui est décrit ici est essentiellement un processus de présentation sur la table des leçons de l'expérience et de fourniture de matériel riche pour la CEDEAO et ses partenaires afin de pouvoir ensuite tracer une voie à suivre pour un éventail de domaines de développement basés sur les meilleures pratiques, et la pensée innovatrice.

Nous pensons qu'il est sage pour la CEDEAO de reconnaître la profondeur que le mouvement syndical peut apporter à la table ainsi que l'expérience d'OTAO en tant que ressource vitale. Le projet qui est décrit ici est essentiellement un processus de présentation sur la table des leçons de l'expérience et de fourniture de matériel riche pour la CEDEAO et ses partenaires afin de pouvoir ensuite tracer une voie à suivre pour un éventail de domaines de développement basés sur les meilleures pratiques, et la pensée innovatrice.

Nous espérons sincèrement que ce qui est écrit ici aidera à ouvrir les portes de l'apprentissage mutuel vers l'élaboration de stratégies nouvelles et remaniées pour relever les formidables défis auxquels est confrontée la majorité de notre population dans la Sous-région Ouest africaine.

## REFERENCE

ECOWAS Commission, (2008) “ECOWAP at a Glance”, Abuja: ECOWAS Commissioner for Agriculture, the Environment and Water Resources

Hamalai, L & Obadan, M (2015) 40 Years of ECOWAS, Abuja: National Institute of Legislative Studies,

Jaye, T; Garuba, D & Amadi, S (Eds) (2011) ECOWAS and the Dynamics of Conflict and Peace-building, Senegal: CODESRIA

Oxfam, (2015) “ECOWAP: A Fragmented Policy”, [www.oxfam.org/en/research/ecowap-fragmented-policy/](http://www.oxfam.org/en/research/ecowap-fragmented-policy/) accessed 27/03/19